Ma première proposition visait à faire table rase; les organisations syndicales avaient signifié leur accord par rapport à cette proposition. C'est donc déjà un premier pas. Ma deuxième proposition consistait à proposer une fusion avec la Région wallonne; cette idée a eu moins de succès, car la structure de la Région wallonne est une structure strictement syndicale. Je reste réservé quant à la troisième possibilité qui consistait à créer un SACA.

Je plaide donc plutôt pour un organisme de type B. J'ai déjà fait l'expérience d'un tel organisme dans une autre vie au travers de l'Office central de l'action sociale et culturelle (OCASC) de l'Armée. Celui-ci portait en effet sur un département de 40 000 personnes et couvrait des domaines tels que le logement, les vacances ou les crèches: toutes ces activités s'apparentent au rôle d'un service social.

C'est donc le mécanisme le plus performant puisqu'il offre les meilleures possibilités de contrôle et permet de réunir au sein d'un comité de gestion les représentants du personnel et de l'autorité. Le président et le comité de gestion définissent les grandes lignes de la politique de l'organisme, mais n'interviennent pas dans la gestion journalière. Ce rôle est assuré par le fonctionnaire dirigeant qui rend des comptes au comité de gestion et est responsable des membres du personnel. Il y a donc une clarification qui s'opère à ce niveau.

J'ai demandé l'avis de l'Inspection des finances. Cet organe émet des réserves quant à la création d'un OIP de type B et préconise la solution du SACA. Je dois admettre que, si la possibilité m'est donnée de passer outre l'avis de l'Inspection des finances, je le ferai. En effet, nous disposons, me semble-t-il, d'arguments suffisants qui plaident en faveur d'un OIP de type B: une structure claire, une indépendance suffisante, des missions circonscrites, une unité de gestion, le contrôle de tutelle et le transfert aisé du personnel en raison d'une coupole hiérarchique unique. Ce modèle permettrait donc enfin à la nouvelle structure d'assumer ses missions et de proposer un service de qualité aux bénéficiaires, sans être redondant par rapport aux actions proposées par d'autres services sociaux.

Je ne peux pas aller plus loin dans l'état actuel des choses, mais je lèguerai le dossier à celui qui veut l'exploiter: l'outil est prêt, il suffit de s'en saisir!

M. Jean-Luc Crucke (MR). –

Effectivement, le caractère bicéphale du service social a posé problème. Au risque de vous surprendre, Monsieur le Ministre, je suis d'accord avec votre analyse. Je ne suis pas favorable à la structure d'ASBL en raison des limites de ce type d'association. Je ne suis guère plus favorable à la création d'un SACA. Vous dites avoir une série d'arguments pour contrer le SACA; mais il en

existe certainement plus encore que vous ne le pensez.

L'organisme d'intérêt public (OIP) – ou unité d'administration publique (UAP) pour reprendre la dénomination actuelle – de type B paraît intéressant. La seule difficulté est l'absence de tutelle s'il y a un commissaire du gouvernement. Je ne vois pas comment on pourrait encore améliorer la dynamique, l'autonomie et l'efficacité. J'ignore combien de temps il vous reste, Monsieur le Ministre, mais je suis prêt à vous soutenir en ce sens.

M. André Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative. – Vous savez peut-être mieux que moi le temps qu'il me reste! De mon côté, je ferai passer le message pour aider mon successeur.

1.2 Question de Mme Valérie Warzée-Caverenne à M. André Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, intitulée «Accompagnement et surveillance des agents en matière de contrôle interne et de gestion des risques»

Mme Valérie Warzée-Caverenne (MR). –

Le contrôle interne est indispensable pour limiter les risques de fraude, mais aussi pour adopter un fonctionnement toujours plus efficace et performant des procédures.

L'entreprise BDO a donné une série de formations aux agents de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et ce, en deux phases: l'une théorique, en groupes d'une soixantaine d'agents provenant de divers services, et l'autre axée sur l'accompagnement et se focalisant sur les réalités concrètes du terrain. Ces formations ont été suivies aussi bien par des agents d'encadrement que par des directeurs généraux. Monsieur le Ministre, avez-vous demandé une évaluation de ces formations?

Ne conviendrait-il pas de réduire la taille des groupes de la première phase? Elle ne permettait sans doute pas aux agents d'acquérir toutes les connaissances nécessaires. J'ai contacté BDO qui estime que la taille des groupes a effectivement posé problème.

Monsieur le Ministre, avez-vous débloqué les moyens budgétaires suffisants pour que ces cycles de formation permettent réellement aux agents de respecter *in fine* toutes les procédures de contrôle interne? Des absences ont-elles été constatées, comme ce fut le cas en Wallonie? Si oui, des sanctions ont-elles été prises par les services ou d'autres unités d'administration publique (UAP) concernées? Ne faudrait-il pas investir davantage dans l'accompagnement personnalisé des agents? Qu'avez-vous prévu pour faire suite à ces formations? D'après BDO, il semblerait que les agents

aient bien souvent des difficultés à distinguer l'urgent de l'important, de sorte que les procédures de contrôle interne risquent de passer au second plan si aucun n+1 ne s'assure d'en surveiller la bonne réalisation. Comment éviter cet écueil?

M. André Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative. – Madame la Députée, les éléments que vous évoquez dans la question concernent la formation en contrôle interne mise en œuvre par l'École d'administration publique pour exécuter la décision prise par le gouvernement wallon le 3 mars 2016. Cette dernière formation fait suite aux événements survenus à l'Office wallon des déchets. Le gouvernement wallon a alors décidé de former les inspecteurs généraux et le personnel encadrant du Service public de Wallonie (SPW) et des OIP wallons au contrôle interne et à la maîtrise des risques. Mon collègue, M. Lacroix, vous a communiqué il y a peu les informations utiles sur le sujet dans sa réponse à une question parlementaire similaire.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, il y a cependant lieu de noter que le comité de direction du ministère a décidé, en collaboration avec l'École d'administration publique, d'organiser une formation obligatoire de deux jours pour les fonctionnaires généraux.

Cette formation a notamment pour objectif de démystifier le contrôle interne, de mettre en avant la plus-value d'un tel dispositif et de donner aux fonctionnaires généraux les outils pour mettre en œuvre une culture de contrôle interne, dans leurs services respectifs. Cette formation est dispensée par BDO, selon un canevas classique de deux jours espacés d'au moins une semaine. Chaque groupe compte quinze participants maximum. Des témoignages relatifs à la mise en place

de processus de contrôle interne, au niveau tant fédéral que régional, ont été introduits dans cette formation, sous la forme de capsule vidéo. Cette formation est toujours en cours. Quatre groupes ont été organisés; une session est planifiée les 5 et 12 septembre prochains. Une évaluation formelle de la formation est prévue en fin de cycle. Un rapport sera demandé par le prestataire et des actions correctrices seront envisagées si nécessaires, en fonction des conclusions de cette évaluation.

Mme Valérie Warzée-Caverenne (MR). –

En effet, les problèmes de fraude avaient été révélés en Wallonie. Monsieur le Ministre, lors du débat sur les comptes de 2016, vous avez souligné le manque de personnel au sein du service de contrôle des comptes. On pourrait se demander si ce manque de personnel ne pourrait pas être compensé par l'évolution de l'outil informatique et la formation des agents des différents services et SACA. Cette démarche de formation de contrôle interne pourrait être intéressante pour les agents.

2 Ordre des travaux

M. le président. – Les questions orales à M. André Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, de M. Philippe Knaepen, intitulée «Rôle de l'équipe informatique de l'administration générale de l'Enseignement par rapport à l'ETNIC», et de M. François Desquesnes, intitulée «Accès facilité au télétravail pour les agents du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles», sont retirées.

Voilà qui clôt l'heure des questions et interpellations.

– *L'heure des questions et interpellations se termine à 15h40.*